

FSU

83

ISSN 1282-6553

N°114

Fédération Syndicale Unitaire VAR

Le mouvement social ne s'essoufflera pas !

La réussite de la mobilisation du 18 septembre dernier fut à la hauteur du mépris gouvernemental concernant le budget 2026, mais aussi sur les attaques sans précédent sur nos services publics.

On assiste depuis des années à un désinvestissement chronique. Frapper fort sur les fonctionnaires qui font tourner le pays est devenu une constante.

Les conditions de travail se dégradent, les salaires sont gelés et le mépris affiché est un fil rouge gouvernemental, relayé par une partie de la classe politique.

Ainsi, tous les métiers de la Fonction publique sont dorénavant touchés par la perte d'attractivité :

La question des salaires, via l'augmentation du point d'indice (les salaires des fonctionnaires ont baissé de 23 % en euros constants depuis 20 ans), et des conditions de travail, et donc du management néolibéral, sont au cœur de cette crise et notre syndicalisme doit continuer de mettre les préoccupations salariales, de carrière et de conditions de travail au cœur des mobilisations.

La FSU a un rôle majeur à jouer dans cette période pour



Toulon, le 18 septembre

défendre la Fonction publique et ses personnels. Nous sommes à l'impulsion et dans l'accompagnement, et nous le resterons. Nous portons aussi l'émergence d'alternatives crédibles et pleines d'espoir, basées sur un autre partage des richesses.

Faire reculer le défaitisme et peser sur les politiques doivent nous amener à des victoires tant attendues !

La FSU 83 prendra donc toute sa place dans les futures mobilisations intersyndicales, que l'on souhaite les plus unitaires possibles.

Les prochaines semaines seront décisives, mobilisons nos collègues afin d'établir le rapport de force nécessaire pour faire plier ce gouvernement.

Toutes et tous ensemble, continuons la lutte, et ce dès le 2 octobre prochain !



Draguignan, le 18 septembre

Alain TOURNAY

Secrétaire général de la FSU du Var

Le 25 septembre 2025

SOMMAIRE-

- p. 2-3 : Éducation
- p. 4 : Événements FSU : film et stage
- p.5 : Interview d'une militante AED
- p. 6 : Présentation du SNASUB
- p. 7 : Retraité e s
- p. 8 : Gaza

Juillet, Août, Septembre

2025

Trimestriel N° 114

Directeur de la publication

Alain Tournay

N° de commission paritaire :

0922 S 05032

Perfectmix

06270 Villeneuve-Loubet

Prix au numéro 0,76

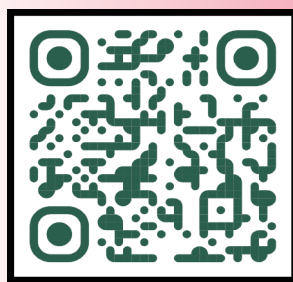
Journées Nationales de l'Association des Professeurs de Mathématiques de l'Enseignement Public

Le congrès annuel, dit Journées Nationales, de l'Association des Professeurs de Mathématiques de l'Enseignement Public (APMEP) se déroulera **du samedi 18 au mardi 21 octobre 2025 à TOULON**.

Sont attendus près de 800 collègues professeurs et professeurs de mathématiques de la maternelle à l'université, venant de France et même de plus loin. Au programme : conférences, ateliers, partages et échanges de pratiques, découverte de la culture provençale et de la gastronomie méditerranéenne.

Venez partager ces moments de rencontres et de découvertes, pour nourrir notre passion commune pour l'enseignement des mathématiques. Rejoignez-nous pour vivre ensemble une édition 2025 mémorable et célébrer le plaisir des mathématiques qui ont... la côte ! Vous voulez donner un peu de votre temps pour participer en tant que bénévole au bon déroulement des Journées ? C'est le moment de vous faire connaître !

Informations et inscriptions :
flashez le QR Code



Florence AYME



Education Nationale : Rentrée 2025

Une rentrée malheureusement ordinaire dans le premier degré !

Hélas, cette rentrée varoise n'a aucune saveur, la FSU constate encore un nombre d'enseignant.es et de classes insuffisant pour répondre aux enjeux. En effet, malgré une dotation positive de 33 postes pour notre département, il manque toujours près de 350 postes d'enseignants. Notre taux d'encadrement reste supérieur de 1,37 pt à la moyenne nationale (22,37 contre 21) plaçant le Var en dernière position nationalement devant Mayotte ! Ainsi aucune amélioration du remplacement n'est à attendre de même que sur l'enseignement spécialisé (RASED, ULIS, SEGPA, UPE2A...) et l'accompagnement des élèves en situation de handicap malgré la généralisation des AESH mutualisé.es saupoudrant les prises en charges des élèves ! Cela a pour conséquence des classes chargées. D'ailleurs, lors du CSA-SD de rentrée le 30/08, la FSU-SNUipp avait pointé plus de 20 écoles varoises avec des moyennes supérieures à 27 en élémentaire et 28,5 en maternelle (pour seulement 7 ouvertures prononcées dans des maternelles à 29 et plus).

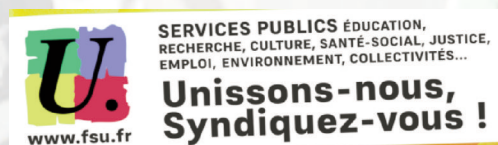
Autre conséquence : comme le nombre de place dans le spécialisé reste insuffisant en IME, ITEP, ULIS, de trop nombreux élèves se retrouvent dans des classes ordinaires avec des enseignant.es non formé.es pour enseigner à ces derniers ! Qu'elle maltraitance pour ces élèves et pour nos collègues !

Autre point noir persistant de cette rentrée, le recours massif à des contractuels (supérieur à 190 l'an dernier) envoyés en classe après « 2 jours de formation » quand un célèbre fast food en offre 5 pour faire ses sandwiches ! L'administration met face à des élèves des enseignants qui n'ont pas appris le métier ! Il en est de même pour les PE stagiaires dont certains (plus d'une soixantaine) sont en classe 100% du temps hebdomadaire avec 12 jours de formation dans l'année quand les autres PES se partagent une classe en binôme à 50%. Enseigner est un vrai métier qui s'apprend, quel mépris pour notre profession de la part de nos gouvernants !

Dans le 2nd degré : une politique dangereuse qui dure

Dans le second degré les politiques publiques voulues par Emmanuel Macron et mises en place par ses différents ministres de l'éducation depuis 2017 ont conduit à mettre en danger l'Éducation nationale. Notre institution est tenue à bout de bras par l'attachement des personnels au service public d'Éducation. Les campagnes de la FSU ont fait connaître l'état du second degré : des collèges et des lycées exsangues après plusieurs années de suppressions d'emplois, des personnels sous-payés si bien qu'aujourd'hui, plus personne ne conteste l'idée qu'il faut investir dans l'Éducation. Investir c'est créer des postes chez les enseignants, les CPE, les AED, les AESH, les PSY-EN, les infirmier-ères, les assistantes sociales, les secrétaires, ... Pour cela il faut rendre attractif l'ensemble de ces métiers en les revalorisant, mais aussi en améliorant les conditions de travail de l'ensemble des personnels. Les effectifs surchargés, les réformes perpétuelles font progressivement perdre du sens à nos métiers. La FSU avance un projet pour un second degré aux savoirs émancipateurs, avec des personnels qualifiés et revalorisés. Il faut une nouvelle orientation en matière de politique éducative, en finir avec les réformes de tri social (Choc des savoirs, ParcoursSup, lycée Blanquer), conforter les personnels dans leurs métiers.

La rentrée 2025 dans les collèges et lycées varois a une nouvelle fois montré la distorsion entre les discours de rentrée des autorités administratives et la réalité des chiffres : des classes à 30 élèves en collège (collège l'Herminier à la Seyne) et à 36 voire 37 élèves en lycée (lycée Dumont d'Urville). Il n'y a rien d'étonnant à constater ces chiffres puisque le Dasen ne crée de nouvelles classes qu'au-delà de 30 élèves en collège et 36 en lycée ! À ces effectifs lourds il faut souvent ajouter le problème d'inclusion d'élèves à besoin particulier. L'École inclusive et la santé mentale des élèves sont soi-disant deux priorités du gouvernement. Faute de personnels, elles ne peuvent pas être mises en œuvre correctement. Il manque des AESH dans quasiment tous les collèges et les lycées, ce sont autant d'élèves qui n'ont pas d'AESH et que les enseignants doivent gérer seuls. C'est un renoncement scandaleux à l'ambition de l'inclusion.



À l'heure où tous les signaux montrent une dégradation de la santé mentale des adolescents, où Elisabeth Borne multiplie les annonces sur le sujet, les moyens ne suivent pas. Il y a un manque de PsyEN dans les collèges et les lycées varois. La partie orientation de leurs missions a déjà été en grande partie transférée aux professeurs principaux, mais avec le Plan Avenir de la ministre démissionnaire et la création d'une certification en orientation le ministère acte ce transfert. Elisabeth Borne souhaite cantonner les PsyEN à la détection des troubles psychiques des élèves, en niant leurs missions en faveur du bien-être psychologique et de la socialisation des élèves pour faciliter l'acquisition de leurs apprentissages.

Dernière provocation, le 11 septembre, le ministère a publié une note de service sur le projet d'évaluation en lycée. Refusé par la profession en 2021, ce nouveau PLE concernerait toutes les disciplines évaluées en première et en Terminale. Sous le prétexte de l'égalité de traitement, le ministère multiplie les injonctions de ce qui relèverait de « bonnes pratiques ». Évaluer est un acte pédagogique et les enseignants ne sauraient se laisser imposer un tel contrôle sur leurs pratiques pédagogiques. Quand de telles décisions empêchent littéralement les enseignants d'exercer leur métier, il est urgent de retrouver la raison et d'abandonner cette mauvaise idée.

Le SNES FSU fournira les outils nécessaires à l'organisation de la lutte contre le projet d'établissement. Plutôt que de vouloir rafistoler les catastrophiques réformes du bac et du lycée à coup de mesures autoritaires et hors-sol, il devient vital de renoncer au contrôle continu et à la sélection généralisée pour l'accès à l'enseignement supérieur. La « valeur » du baccalauréat réside précisément dans ses dimensions de diplôme national et de premier grade universitaire, certainement pas dans la tambouille locale d'une fabrication administrative des notes.

L'arrivée de 300 élèves en plus dans les Lycées Professionnels du Var avec seulement 10 places créées engendre des classes surchargées dans les LP mais aussi dans les 2nde générales pour les élèves dont les vœux d'orientation en voie professionnelle n'ont pas été satisfaits. Dans nombre de CAP on constate une inclusion inversée : la part des élèves dans le champ du handicap représente souvent plus de 80% de l'effectif dans certaines sections comme les CAP Production Service Restauration du Var. Cette situation met en souffrance personnels PLP et élèves et soulève des questions de sécurité lorsque par exemple un-e enseignant-e en biotechnologie-santé-environnement se retrouve à gérer seul-e, faute d'AESH, 7 ou 8 élèves présentant des handicaps lourds d'ordre cognitifs, mentaux ou moteurs avec tout le matériel potentiellement dangereux que l'on peut trouver dans une cuisine !



Manifestation du 18/09/2025, Toulon

Malgré le fiasco général de la période différenciée en Y avec un absentéisme record sur tous les niveaux de bacpro dans notre département, le gouvernement sortant persiste dans cet échec en proposant une simple réduction de la durée de cette période. Or c'est la philosophie même de cette réforme qui a engendré des fonctionnements chaotiques dans les EPLE. Se tromper une fois, malgré les alertes répétées, interpelle ; se tromper deux fois soit vire à l'incompétence, soit fournit la preuve supplémentaire de la volonté des gouvernements Macron de barrer l'accès à nos élèves de BacPro aux études supérieures pour les envoyer à marche forcée dans les métiers en tension.

En cette rentrée scolaire, Madame La Rectrice, malgré nos interventions, impose des contraintes supplémentaires dans les EDT des plp lettres et maths en bloquant les lundi et jeudi après-midi pour la concertation et la formation. Rappelons que pour le SNUEP-FSU la formation doit rester un droit et un choix et se faire sur le temps de travail. Si cela doit se transformer en obligation, alors c'est du travail complémentaire qui doit être rémunéré en conséquence.

Changer de politique

Aux mesures d'austérités annoncées dans le budget 2026, soutenues par le Président de la République, la FSU exige pour l'éducation d'autres orientations pour revaloriser les salaires, créer les emplois nécessaires, créer un corps catégorie B pour les AESH, rénover les bâtis scolaires, l'abandon du « choc des savoirs » et des réformes de la voie professionnelle pour redonner des heures aux disciplines, la prise en charge à 100% du traitement durant la période d'un congé maladie.

Ce ne sont pas les salaires des fonctionnaires qui creusent la dette, mais les centaines de milliards d'aides publiques vers les multinationales sans contrepartie et sans moyens de contrôles, ainsi que la baisse d'impôts des plus aisés.

Investir dans les services publics, c'est investir pour plus de justice sociale et fiscale au bénéfice de tous les usagers.

Christian PETIT, Dominique QUEYROULET, Frédéric ROGER



Se nourrir en région PACA

Stage régional FSU 27 et 28 novembre 2025

Parce qu'aujourd'hui l'alimentation constitue l'un des révélateurs les plus aigus des fractures qui traversent la société française, elle est un enjeu

incontournable des politiques à penser pour l'avenir et à ce titre une problématique syndicale à réfléchir ensemble pour de futurs mandaterments et actions collectives.

Tout d'abord elle révèle des inégalités économiques. La précarité alimentaire n'a cessé de progresser, questionnant l'efficacité des dispositifs existants. De nouvelles approches émergent qui interrogent les fondements mêmes de l'aide alimentaire traditionnelle. Si celle-ci est une nécessité au regard des besoins, si on peut imaginer que des salaires et des pensions revalorisés permettent forcément de mieux se nourrir, il faut peut-être aussi penser l'alimentation comme un droit universel : pourquoi ne pas imaginer une sécurité sociale de l'alimentation ?

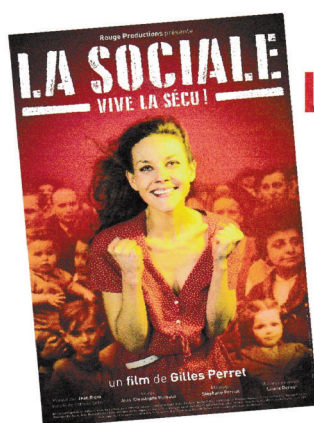
De plus, la qualité de l'alimentation a un impact majeur sur notre vie. Au niveau syndical, une réflexion est à mener car on peut constater que, par le biais de la restauration collective ou par les modes de production des denrées, les salarié-es comme les retraité-es mangeront des aliments plus ou moins nutritifs, avec une empreinte carbone plus ou moins prégnante. En effet, l'alimentation est au carrefour de plusieurs problématiques de différents ordres qui mêlent nutrition, santé et écologie. La nutrition est un déterminant majeur de santé. Une nutrition satisfaisante à tout âge de la vie contribue à un bon état de santé. A l'inverse, une nutrition inadaptée est un facteur de risque et peut entraîner le développement de maladies chroniques : obésité, maladies cardiovasculaires, cancers, dénutrition...

Enfin, l'aspect territorial et les modalités de l'activité agricole créent aussi des injustices sociales et sociétales. On ne mange pas la même chose et au même prix, on n'est pas face à la même agriculture selon dans quel département on vit. En PACA, les surfaces agricoles recouvrent un quart du territoire et un quart de la surface agricole est consacrée à l'agriculture biologique : qu'en sera-t-il demain ? Et aujourd'hui ? Les cantines, les restaurants administratifs arrivent-ils facilement à acheter local ? Comment organiser une politique alimentaire satisfaisante à l'échelle de notre territoire ?

En 2018, la loi EGALIM est votée à la suite des États généraux de l'alimentation. Depuis 2019 avec la convention citoyenne pour le climat, suivie par la loi Climat et résilience qui modifie le code rural, il existe une Stratégie Nationale Alimentation Nutrition Climat, l'objectif est de «mieux se nourrir» ce qui implique de changer nos habitudes alimentaires, nos pratiques pour la transformation écologique de l'ensemble du système alimentaire, de la production à la consommation. Deux leviers d'action sont privilégiés pour faire évoluer les pratiques : les Plans Alimentaires Territoriaux (PAT) et la restauration collective. Les PAT doivent veiller à lutter contre le gaspillage alimentaire et la précarité alimentaire, fédérer de bonnes pratiques dans la restauration collective, éduquer à l'alimentation durable et favoriser les circuits courts : comment cela s'articule-t-il dans notre région ?

La Fsu Paca vous propose de vous former autour de ces questions cruciales dans les années à venir à l'occasion d'un stage syndical organisé le jeudi 27 et le vendredi 28 novembre au domaine de Massacan à La Garde.

Maryvonne GUIGONNET, Richard GHIS



CINE DEBAT

LA SOCIALE
de Gilles PERRET

Mercredi

**15 octobre 2025
à 20h30**

**Cinéma salle Francis Veber
Espace des Arts au Pradet**

Séance suivie d'un échange sur « Vive La Sécu : 80 ans déjà ! Et après ? »
avec les retraité-es de la FSU Var.

Tarif : 5 euros la séance

La Sécu a 80 ans !

Les retraité-es de la FSU ont pris l'initiative de ce ciné débat car, au-delà des 80 ans de la Sécu, c'est de son avenir dont il est question aujourd'hui.

Le film de Gilles PERRET apporte un éclairage bienvenu sur la création de la Sécu et les conditions dans lesquelles elle a pu voir le jour : la Libération, le programme du CNR, le rapport de force syndical et politique... Ambroise CROIZAT, ministre communiste du Travail, et Pierre LAROQUE, haut fonctionnaire gaulliste, ont accompli un travail considérable sur une très courte période. Sans oublier les militant-es sur le terrain sans qui cette histoire n'aurait pas pu s'écrire.

Aujourd'hui, la Sécu, la santé, l'accès aux soins sont dans une situation critique. Pour en sortir, il faut à la fois revivifier la Sécu, investir dans le service public de la santé et faire des choix politiques pour permettre l'accès aux soins partout et pour toutes et tous.

AED : entre luttas et satisfactions

*Interview de Vanessa Gandia, Assistante d'Education (AED)
au collège Gérard Philipe à Cogolin*

- Bonjour Vanessa peux-tu te présenter ?

Je m'appelle Vanessa Gandia, j'ai 31 ans. Cela fait maintenant 7 ans que je travaille au collège Gérard Philipe de Cogolin, et je viens tout juste de signer mon CDI, ce qui me rend très heureuse. Je suis aussi maman d'une petite fille de 7 ans, qui occupe une place très importante dans ma vie. Je suis quelqu'un de très investie et j'aime les échanges humains, que ce soit avec mes collègues ou les élèves.

- À quelle occasion t'es-tu syndiquée ?

Je me suis syndiquée en août, à la suite de l'organisation d'une grève que nous souhaitions lancer à la rentrée pour dénoncer le manque de postes de surveillants. Cela faisait un moment que j'y pensais déjà, mais cette situation a été le déclencheur. J'ai ressenti que ma syndicalisation devenait nécessaire, à la fois pour agir collectivement et aussi parce que je tenais à sécuriser ma place de surveillante dans mon établissement.

- Peux-tu expliquer comment tu t'es impliquée dans cette action et quels sont les résultats de la mobilisation du collège G. Philipe à Cogolin ?

Avec mes deux CPE, qui ont lancé le mouvement après le refus d'augmentation du nombre de postes, nous avons tout d'abord présenté l'idée de grève aux professeurs. Nous leur avons expliqué que ce qui nous impactait les concernait également et que nous avions besoin de leur soutien pour être entendus. L'équipe pédagogique a largement répondu présente : 39 professeurs sur 46 ont suivi la grève dès le jeudi 4 septembre, et autant le vendredi.

De mon côté, je me suis investie en plusieurs points : j'ai contacté France 3 Var afin qu'ils viennent dès le mardi 2 septembre, jour de la rentrée, pour informer les parents de notre mobilisation et solliciter leur appui. J'ai également fourni une banderole, réalisée par un collègue AED, pour rendre notre action plus visible. J'ai lancé une pétition (malheureusement un peu tard), qui a

tout de même recueilli 349 signatures en moins de 20 heures, ainsi que des tracts que nous avons distribués dans toute la ville le vendredi matin.

Cette mobilisation forte et collective a permis de mettre en lumière notre situation et de montrer l'unité de l'établissement face au manque de moyens. Pour finir, la lutte a payé, le rectorat a accordé au collège un poste d'AED supplémentaire.

- Quelles sont pour toi les satisfactions et les difficultés que tu rencontres dans l'exercice de ton métier d'AED ?

Dans mon métier d'AED, ce qui me satisfait le plus, c'est la relation que je peux développer avec les élèves. J'apprécie de pouvoir les accompagner, les conseiller, parfois simplement les écouter, et de

constater leur évolution au fil du temps. J'aime aussi le fait de contribuer au bon climat de l'établissement, en participant à la vie scolaire et en aidant à maintenir un cadre propice aux apprentissages.

Le travail en équipe avec les autres AED, les CPE et les enseignants est également une source de satisfaction, car il permet de partager des expériences, de trouver des solutions ensemble et de ne pas se sentir seul face aux difficultés.

En revanche, certaines situations peuvent être plus compliquées. La gestion de la discipline n'est pas toujours simple : il faut trouver le juste équilibre entre l'autorité nécessaire et l'écoute, ce qui demande beaucoup d'énergie. Il y a aussi parfois un sentiment de manque de moyens ou de temps pour accompagner les élèves comme on le souhaiterait. Enfin, le rôle d'AED est essentiel mais n'est pas toujours pleinement reconnu, ce qui peut être frustrant. Malgré ces difficultés, je trouve que ce métier reste très enrichissant, car il me permet d'apprendre chaque jour et de me sentir utile dans le parcours des élèves.

Interview réalisée par D. QUEYROULET



Projets scolaires avec la Ligue des Droits de l'Homme et le Collectif Migrants

Le calendrier des interventions dans les écoles, collèges et lycées se remplit !

Le Collectif Migrants du Var (CM 83) et la section de la LDH Toulon/La Seyne - TPM développent des projets destinés à mieux faire connaître les migrations internationales et l'Histoire de l'immigration en France.

La LDH a réalisé des fiches techniques qui présentent les séances proposées aux enseignant.e.s : « Connaître et faire vivre les droits de l'enfant », « Enfances volées, enfances oubliées », « Enfants en guerre. Guerre à l'enfance, de 1914 à nos jours », d'autres sur les discriminations, l'esclavage et le fait colonial, etc. Certaines séances s'articulent avec des expositions itinérantes.

Les enseignant.e.s intéressé.e.s peuvent contacter la LDH ou le CM83 pour obtenir l'ensemble des fiches et programmer une ou plusieurs séances.

Contacts :

toulon@ldh-france.org / collectif-migrants83@laposte.net



Assemblées Générales des Sections locales

Ces réunions sont ouvertes à tous.tes les syndiqué.es de la FSU.

Venez nombreux ses vous informer, échanger, débattre, parler des actions à venir, faire remonter les problèmes locaux,

Ces réunions seront également l'occasion de désigner vos responsables locaux.

Section locale de La Seyne Sur Mer :

Lundi 13 octobre 2024 à 17h
Lycée Langevin de la Seyne Sur Mer.

Section locale de Draguignan :

Mardi 14 octobre 2024 à 18h30
Bourse du travail de Draguignan.



Cercle de silence

Rejoignez-nous, **vendredi 24 octobre, 18h, Place de la Liberté à Toulon**, pour dénoncer la représentation mensongère des migrations : il n'y a ni crise, ni submersion migratoire. Nous assistons à une crise de l'accueil et de la solidarité, et à une mise en danger des personnes exilées par des politiques de restriction et d'exclusion.

Collectivement, revendiquons la régularisation des personnes sans-papiers, la protection des mineur.e.s non accompagnée.s, la suppression des centres de rétention administrative, le respect de la dignité et des droits humains. Notre silence n'est pas un silence de soumission et résignation face à l'injustice, mais un silence de protestation, d'indignation et de combat, lourd de toute la révolte que nous portons face au sort que l'État réserve aux plus fragiles d'entre nous.

Refusons ensemble le traitement inhumain et dégradant fait aux migrants en France et en Europe. La dignité de chaque personne humaine ne se discute pas, elle se respecte.



Geneviève CLERC

6

SNASUB-FSU à vos côtés !

Le SNASUB (Syndicat national de l'administration scolaire, universitaire et des bibliothèques) est ouvert à tous les personnels (A, B, C) de tous les secteurs (BIATSS).

Il est affilié à la Fédération syndicale unitaire (FSU).

Syndicat totalement indépendant, il se fixe pour objectif la promotion de pratiques démocratiques et pluralistes au service des revendications des personnels qu'il représente.

Le SNASUB-FSU a pour principes de fonder son action sur la discussion

avant de construire des rapports de force pour écarter les œillères de certains chefs à la vue étriquée. Cela peut se traduire par la communication, la mobilisation des personnels, ou des appels à la presse tout en garantissant en son sein la pluralité des opinions ainsi que l'expression de tous les secteurs professionnels.

Pour parvenir à ses objectifs, le syndicat s'organise en section académique présidée par un bureau représenté lui-même par un.e ou plusieurs co-secrétaires. Cependant, le cœur du syndicat bat collectivement autour des actions de l'ensemble des adhérents, actions souvent très ponctuelles mais qui agglomérées collectivement permet de construire ce fameux rapport de force au service de la défense de nos droits. À cela se rajoute de forts liens avec les autres sections académiques à l'échelle nationale ainsi qu'une solidarité renforcée inter-professionnelle au sein de la FSU, avec le corps des enseignants par exemple.

La section académique de Nice dispose de plusieurs élus représentant les personnels aussi bien d'un point de vu local que national.

Sur l'académie, il siège dans plusieurs instances, par exemple à la F3SCT (commission santé, sécurité et conditions de travail) où cette présence permet d'apporter un regard syndical dans les discussions portant sur les conditions de travail, les risques professionnels et la prévention.



Le SNASUB-FSU, via la FSU, participe également à la commission d'action sociale des deux départements de l'académie. Il joue un rôle concret pour la solidarité auprès des agents administratifs, ITRF ou autres personnels non enseignants.

Au quotidien et même si les CAP académiques (et nationales) ont été dessaisies de leurs compétences, le SNASUB continue son accompagnement individuel ou collectif face à des difficultés rencontrées sur les conditions de travail, les mutations, les promotions...

Le SNASUB-FSU porte haut et fort les valeurs de solidarité, de justice sociale, d'égalité de traitement, du service public en général. Il vise à fédérer largement tous les personnels pour construire des mobilisations susceptibles de satisfaire nos revendications collectivement. Bref, l'Union fait la Force !

Pour nous joindre : snasub.fsu.nice@snasub.fr

Pour adhérer :
flashez
le QR Code



Nicolas SAINTOT



SNASUB-FSU

Le Syndicat National de l'Administration Scolaire
Universitaire et des Bibliothèques

Collèges, lycées, GRETA, EREA, établissements d'enseignement supérieur, rectorats, DSDEN, CIO, Canopé, CNED, CROUS, ONISEP, laboratoires, bibliothèques, Jeunesse et sports : **des syndicalistes engagé.e.s au quotidien**

Ne restez pas isolé.e, adhérez au SNASUB-FSU !

NON AUX RÉGRESSIONS SOCIALES !

Depuis plusieurs mois, à grand renfort de communiqués, conférences de presse, le gouvernement et le patronat accusent les retraités d'être les principaux responsables de ce qui est présenté de la situation financière de la France.

Elles et ils auraient asséché les comptes de la Sécurité sociale et creusé le déficit public en « abusant » des conquits sociaux issus du Conseil National de la Résistance.

Elles et ils seraient détentrices et détenteurs d'un patrimoine immobilier, d'une épargne « indécente » qu'il faudrait mettre à contribution pour renflouer les caisses de l'État.

Les retraités n'ont rien volé !

55 % des 17 millions de retraités ont une pension inférieure au SMIC, 60 % des retraités ne partent jamais en vacances, beaucoup sont contraints de faire des choix dans les dépenses de logement, santé, énergie, nourriture...

Notre système de protection sociale, dont la Sécurité sociale est un pilier important, n'est pas en déficit, il est confronté à un manque de recettes dû aux politiques d'exonérations et de cadeaux faits aux plus riches. Mais le gouvernement refuse de mettre à contribution les plus hauts revenus, de remettre en cause les aides publiques (211 milliards d'euros, selon un rapport sénatorial) et les exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises sans contreparties, ni contrôle (90 milliards d'euros).

Nous sommes face à un plan d'austérité et d'appauvrissement des retraités sur plusieurs années.

Il est temps que les gouvernements successifs entendent notre colère et que cessent les mensonges nous concernant.



Manifestation du 18/09/2025, Toulon

Les organisations varoises du groupe des 9
FSU, CGT, FO, CFTC, CGC, Solidaires, FGR-FP, LSR

UNE SEULE CERTITUDE : L'AVENIR EST ENTRE NOS MAINS

Dans ce contexte où tout est incertain, où l'inquiétude est quotidienne... et entretenue par les media... Bayrou parti après Barnier, après Attal... Lecornu arrive avec l'annonce d'un budget dont on sait d'avance que l'essentiel sera inchangé... sauf si, comme le 10 et le 18 septembre, le rapport de forces permet de faire évoluer la situation politique et sociale dans le sens de l'intérêt du monde du travail. Un ultimatum a été donné par l'intersyndicale nationale.

Ce que les retraités veulent, ce que la grande majorité de la population attend, est pourtant simple :

- En finir avec la stigmatisation des retraités, au contraire développer les liens intergénérationnels dans toutes les strates de la société !

- En finir avec l'austérité aux dépens des Services Publics et de la Sécurité Sociale !

Pas d'année blanche, pas de gel des pensions, pas de suppression de l'abattement fiscal de 10 % remplacé par une déduction fixe pour le calcul de l'impôt, pas de blocage des barèmes augmentant l'impôt et la CSG, rendant des retraités pauvres imposables et leur faisant perdre des prestations sociales, pas de gel de l'ASPA, pas de remise en cause des ALD, même partielle, pas de doublement des franchises médicales !

- En finir avec l'épouvantail de la dette et toutes les fake-news qui s'y attachent !

- En finir avec le recul de l'âge de départ en retraite et revenir aux 60 ans !

Le groupe des 9 se réunit au plan national le 9 octobre pour décider d'une action spécifique des retraités. Le groupe animation de la Section Fédérale des Retraités du Var ne manquera pas de vous informer des décisions nationales et locales... pour peu que vous nous ayez communiqué votre adresse mail à :

animationsfrdvar@gmail.com

Stop au génocide à Gaza !

Tous les samedis, nous manifestons à Toulon pour dire STOP au génocide à Gaza et pour un cessez le feu immédiat. La FSU y appelle.

La France a déclaré vouloir reconnaître l'Etat de Palestine. Espérons que le Président de la République ira au bout de son engagement. Cette mesure diplomatique, exigée de longue date par les organisations mobilisées pour la paix, est une étape indispensable dans la construction d'une paix juste et durable respectant le droit à l'autodétermination de chaque peuple dans le cadre de son Etat et des frontières reconnues par l'ONU en 1967.

Ce qui se passe en Palestine est intolérable : bombardements quotidiens, blocus de l'aide humanitaire engendrant la famine, journalistes tués par centaines...

L'urgence est d'arrêter le génocide en cours à Gaza et d'empêcher la politique coloniale du gouvernement de Netanyahu qui ne



cache pas sa volonté d'expulser la population palestinienne de Gaza.

Nous devons tout faire pour empêcher le massacre en cours. La pression sur l'Etat d'Israël doit s'accroître. La FSU exige la fin de la colonisation et de l'apartheid en Cis-jordanie, comme exigé par la Cour Pénale Internationale, l'engagement pour la suspension de l'accord d'association UE-Israël, le boycott des institutions en lien avec le complexe militaro-industriel israélien et un embargo total sur les ventes d'armes et de composants militaires.

Michel FORTUNA

A QUI S'ADRESSER ?

FSU

83

Enseignement
Éducation
Recherche
Culture
Formation
Insertion

FSU - Bourse du Travail

13, Avenue Amiral Collet, 83000 TOULON
04.94.93.04.40 fsu83@fsu.fr

Instituteurs, Profs des Ecoles, Pégé **SNUipp**

Aurélien SANCHEZ,
Immeuble le Rond point Ave. Curie, 83160 La Valette
Tél : 04.94.20.87.33 snu83@snuipp.fr

Enseignement secondaire **SNES**

Dominique QUEYROULET,
208 rue Emile Ollivier, 83000 Toulon
Tél : 04.94.92.36.77 s2toulon@wanadoo.fr

Education Physique **SNEP**

Christophe MENDOZE, Philippe ROGERONE,
Sophie SCHONERT
Tél : 04 93 86 19 52,
FSU Var, 13 Av Amiral Collet 83000 Toulon

Lycées professionnels **SNUEP**

Christian PETIT, FSU Var, 13 Av Amiral Collet
83000 Toulon Tél : 06.88.82.65.42

Agents, Techniciens de labo, Ouvriers et Services agents territoriaux **SNUTER**

Nonce BIONDI, nbiondi@regionpaca.fr ;

Enseignement supérieur, **SNESUP**

Stéphane MOUNIER, stephane.mounier@univ-tln.fr

SNU POLE EMPLOI

Philippe GASTAUD, philippe.gastaud@pole-emploi.fr

Environnement **SNE**

Eric SERANTONI tel : 06 83 99 14 84
Parc National Port Cros Castel Ste Claire 83400 Hyères

Administration scolaire, universitaire, bibliothèques **SNASUB**

Valérie DALMASSO (agents labo) au 06 11 18 62 29

Technique agricole public **SNETAP**

Brice FAUQUANT, brice.fauquant@educagri.fr

Inspection pédagogique **SUI**

Personnels de l'administration Pénitentiaire **SNEPAP**
Protection Judiciaire Jeunesse **SNPES - PJJ**
Infirmières conseillères de santé **SNICS**
Équipement (DDE) **SNUITAM**
Assistants sociaux **SNUAS FP**
FSU VAR, 13 Av Amiral Collet 83000 Toulon

Section fédérale des retraités-es

animationsfrdvar@gmail.com

Commission Femmes de la FSU du Var

fsu83@fsu.fr

Crédit photos : Gettyimages



**LA BANQUE
DU MONDE
DE L'ÉDUCATION
DE LA RECHERCHE
ET DE LA CULTURE**

UNE BANQUE CRÉÉE PAR DES COLLÈGES, ÇA CHANGE TOUT.

- **L'expertise d'une banque dédiée** aux personnels de l'Éducation nationale, de la Recherche, de la Culture, de l'enseignement public agricole et de l'enseignement privé sous contrat.
- **Une banque coopérative** fondée sur des valeurs de confiance et de proximité.
- **Un service de banque en ligne** pour rester proche malgré la distance.
- **L'expertise de conseillers** qui assurent un suivi personnalisé de vos comptes.
- **Des assurances** conçues pour s'adapter à votre statut et à vos besoins.

Crédit Mutuel
Enseignant

Caisses Fédérales de Crédit Mutuel et Caisses affiliées, société coopérative à forme de société anonyme au capital de 5 458 521 008 euros,
4 rue Frédéric-Guillaumet 67113 Strasbourg Cedex 9, RCS Strasbourg B 586 505 354. Banques régies par les articles L.511-1 et suivants du code monétaire et financier.

Bulletin FSU N°114, Septembre 2025



FSU PACA

Bourse du travail,
23 bd Charles Nedelec,
13331 Marseille cédex 3